

Réponse à une Question

La réalité de la trêve temporaire au Yémen et la formation du Conseil et ses pouvoirs

(Traduit)

Question :

Le 7 avril 2022, un conseil présidentiel yéménite a été formé en Arabie saoudite à la place du président Hadi, qui a remis ses pleins pouvoirs à ce conseil. Auparavant, le 2 avril 2022, les parties en conflit avaient convenu d'une trêve au Yémen pour une période de deux mois.

Question : Cette trêve était-elle un prélude à ce Conseil ? Et quel est son objectif ? Pourquoi les Houthis s'abstiennent-ils de soutenir le Conseil alors qu'ils ont accepté la trêve, et que l'Iran l'a acceptée ?!

Réponse :

Afin de clarifier la réponse à ces questions, nous examinons les points suivants

Premièrement : La réalité de la trêve, la formation du Conseil et ses pouvoirs :

1- [L'envoyé spécial des Nations Unies pour le Yémen, Hans Grundberg, a annoncé qu'une trêve de deux mois susceptible d'être prolongée au Yémen est entrée en vigueur samedi soir, 2/4/2022, premier jour du Ramadan. Les Nations unies et les États-Unis ont salué cette trêve soudaine et ont appelé à sa prolongation. M. Grundberg a remercié les Houthis et le gouvernement internationalement reconnu d'avoir travaillé avec lui "de bonne foi et d'avoir fait les concessions nécessaires pour parvenir à cet accord." Il a estimé que "la trêve n'est qu'un premier pas que son heure a sonné après un long délai." M. Grundberg a confirmé qu'il continuerait à travailler dans les deux mois "dans le but de parvenir à un cessez-le-feu permanent." De son côté, le président américain, Joe Biden, a salué vendredi la trêve au Yémen, qu'il a qualifiée de "sursis que le peuple yéménite attendait depuis longtemps", mais a estimé qu'elle n'était "pas suffisante". Le Premier ministre britannique Boris Johnson a salué l'annonce de vendredi et a exhorté à "travailler à une solution politique durable". "Nous avons maintenant une fenêtre d'opportunité pour enfin garantir la paix et mettre fin à la souffrance humaine", a déclaré Boris Johnson sur Twitter. (France 24 / AFP 2/4/2022)].

2- Parallèlement aux pourparlers sur la trêve, une conférence s'est tenue à Riyad le 30/3/2022 et a duré une semaine. Elle comprenait environ 800 personnalités yéménites sous le parrainage du Golfe et des représentants étrangers des Nations Unies, d'Amérique, de Grande-Bretagne et autres. A l'issue de celle-ci, le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi résidant à Riyad, a annoncé le 7/4/2022, la formation d'un Conseil présidentiel de direction auquel il a délégué tous les pouvoirs qui lui avaient été confiés, et a limogé son adjoint, Ali Mohsen al-Ahmar. La télévision yéménite a diffusé la déclaration de Hadi, dans laquelle il a dit : "Un Conseil présidentiel de direction sera établi conformément à cette déclaration pour achever la mise en œuvre des tâches de la phase de transition, et j'autorise le Conseil présidentiel de direction, conformément à cette déclaration, une délégation irréversible de mes pleins pouvoirs conformément à la constitution, à l'initiative du Golfe et à son mécanisme exécutif." Il l'a également chargé de "négocier avec les Houthis pour qu'ils cessent leurs tirs incessants dans toute la république et qu'ils s'assoient à la table des négociations pour parvenir à une solution politique définitive et globale comprenant une phase de transition qui fera passer le Yémen d'un état de guerre à un état de paix". Le conseil est chargé de négocier avec les Houthis pour trouver une solution finale.

3- Les pouvoirs du Conseil présidentiel comprennent ["l'administration de l'État sur le plan politique, militaire et sécuritaire tout au long de la période de transition et l'adoption d'une politique étrangère équilibrée de manière à préserver la politique et les frontières de l'État". Les pouvoirs du président du Conseil présidentiel, Rashad Al-Alimi, comprennent "le commandement général des forces armées, la représentation de la république à l'intérieur et à l'extérieur, et la nomination des gouverneurs des gouvernorats, des directeurs de la sécurité et des juges des tribunaux, du Conseil suprême, du gouverneur de la Banque centrale, l'établissement de missions diplomatiques, la déclaration d'urgence et la mobilisation générale." (Al-Ain News 11/4/2022)]. Ce conseil comprend 8 membres, dont son chef Rashad Al-Alimi, ancien ministre de l'Intérieur et conseiller du président yéménite, et les membres Aidarous Al-Zubaidi, président du Conseil de transition du Sud, proche des Émirats, et Tariq Saleh, neveu de l'ancien président yéménite Ali Abdullah Saleh, qui a pris la tête de la garde privée du président pendant le mandat d'Ali Saleh, et le gouverneur de Ma'rib, Sultan Ali Al-Arada, fidèle au parti de la Congrégation yéménite pour la réforme, et Abdullah Al-Alimi, ministre fidèle à ce parti et directeur du bureau du président Hadi, et le chef général des brigades Giants Abd al-Rahman Abu Zara'a al-Muharrami, le gouverneur de Hadhramaut Faraj al-Bahsani, et Othman Majali, représentant du gouvernorat de Sa'ada et ministre du gouvernement actuel avec le rang de député. Il est à noter que tous les membres du Conseil présidentiel de direction sont soutenus par les EAU et le groupe du président Hadi lui-même, de sorte que l'opinion active au sein du conseil est subordonnée à la Grande-Bretagne. Le conseil a réuni des représentants des puissances du

Sud pour qu'ils soient partenaires dans les négociations et dans la signature de tout accord conclu avec les Houthis, afin que personne ne puisse s'y opposer à l'avenir. Il a également annoncé la poursuite du mandat du Parlement et le renouvellement de la confiance dans le gouvernement de compétences. Il semble que l'intention soit que toutes les parties signent tout accord à venir afin de donner une légitimité au groupe Houthi et de l'intégrer dans la structure politique et sécuritaire du pays..

Deuxièmement : Réactions internationales et régionales :

1- L'Arabie saoudite s'est félicitée de la trêve et de cette décision, et a annoncé la fourniture d'une aide économique de 3 milliards de dollars, dont deux milliards de dollars, répartis à parts égales entre elle et les EAU pour soutenir la Banque centrale. Par la suite, le 7/4/2022, le prince héritier saoudien, Muhammad bin Salman ("a reçu le président du Conseil du leadership présidentiel, Rashad Al-Alimi, et les membres du Conseil et lui a exprimé son soutien et son aspiration à ce que sa création contribue au début d'une nouvelle page au Yémen qui le ferait passer de la guerre à la paix et au développement." (Al Arabiya 7/4/2022). Khalid bin Salman, vice-ministre de la Défense, a déclaré sur son compte Twitter le 9/4/2022 : "La mesure courageuse et historique prise par le président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi en transférant le pouvoir au Conseil du leadership présidentiel, qui a été soutenue par les élites et les composantes politiques, la communauté yéménite et le soutien unanime de la communauté internationale, établit une étape importante et décisive pour atteindre la paix, la sécurité et la stabilité pour le Yémen et la région." Il a ajouté : "Nous affirmons la poursuite de la coalition pour soutenir la légitimité au Yémen avec le soutien du Conseil à tous les niveaux, y compris le soutien militaire, jusqu'à l'obtention d'une solution politique mettant fin à la crise." L'Arabie saoudite veut se débarrasser des conséquences de la guerre, qui lui a coûté très cher et l'a montré faible et incapable d'atteindre ses objectifs. Ce conseil formé par Hadi, bien que loyal à la Grande-Bretagne, mais le but de sa mise en place est de négocier avec les Houthis et de faire des concessions afin que les négociations aboutissent.

2- Quant aux EAU, [les Émirats arabes unis ont salué la décision de l'ancien président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi de former le Conseil de leadership présidentiel pour achever la mise en œuvre des tâches de la phase de transition... exprimant l'espoir que cette étape contribuera à atteindre une solution politique globale entre les parties yéménites, afin de parvenir à la paix et à la stabilité, au développement et à la prospérité pour le Yémen et son peuple frère.... Les EAU ont salué l'appel du Royaume frère d'Arabie saoudite, le Conseil des dirigeants présidentiels, à entamer des négociations avec les Houthis sous la supervision des Nations unies afin de parvenir à une solution politique définitive et globale incluant une période de transition, soulignant le rôle central joué par le Royaume dans la réalisation de la stabilité et de la sécurité pour le Yémen." (Al-Arabiya 8/4/2022)]

3- Quant au groupe Houthi, sa position était équivoque ! Il a accepté la trêve et en a été un élément actif, et il a reçu l'envoyé de l'ONU au Yémen, Hans Grundberg, à Sana'a pour une période de 3 jours, au cours de laquelle il a rencontré la direction du conseil politique d'Ansar Allah Al-Houthi et a discuté de la mise en œuvre et de la consolidation de la trêve. Mais sa position sur le nouveau conseil de direction yéménite était différente ! Le groupe Houthi a annoncé son rejet des récentes décisions de Hadi. Son porte-parole, Muhammad Abd al-Salam, a ensuite déclaré sur son compte Telegram : (ces mesures prises par la coalition d'agression n'ont rien à voir avec le Yémen ou la réconciliation et n'ont rien à voir avec la paix, mais poussent plutôt à l'escalade en regroupant des milices conflictuelles éparpillées dans un cadre qui sert les intérêts de l'étranger et des pays d'agression). Le groupe Houthi a été invité à participer à la conférence, mais il a refusé d'y assister parce qu'elle se tenait en Arabie saoudite, et a demandé qu'elle se déroule dans un pays neutre. Cela signifie que le groupe Houthi participera aux prochaines conférences et négociera avec le Conseil. Bien qu'il ait maintenant rejeté la décision concernant la formation du conseil et de ses membres, cela montre que son objectif est de renforcer sa position dans les négociations à venir. Il est directement lié à l'Iran, qui est dans l'orbite de l'Amérique. Il a accepté une trêve au début du mois de Ramadan qui durera deux mois, sous réserve de prolongation, et cette trêve a été formulée comme un prélude à ce conseil et à des négociations.

4- La position de l'Iran : [Téhéran a souligné qu'il se félicitait de la trêve et qu'il était important de tenir un dialogue yéménite loin de toute ingérence étrangère. Pour sa part, le ministre iranien des Affaires étrangères, Hussein Amir Abdollahian, a déclaré que son pays saluait le cessez-le-feu au Yémen et soulignait la nécessité de lever le siège des Yéménites et de lancer un dialogue yéménite loin de toute ingérence étrangère. Le ministre iranien des Affaires étrangères a ajouté lors d'une conférence de presse avec son homologue irakien Fouad Hussein que son pays souligne l'importance de mener un dialogue régional entre les pays de la région. (Al Jazeera 14/4/2022)] Les Houthis les ont suivis sur ce point.

5- La position de l'Amérique : Les États-Unis d'Amérique ont salué l'annonce de la formation du Conseil présidentiel de leadership au Yémen :

a- Une déclaration du secrétaire d'État américain Anthony Blinken a déclaré : "Les États-Unis soutiennent les aspirations du peuple yéménite à un gouvernement efficace, démocratique et transparent qui inclut diverses voix de la classe politique et de la société civile", ajoutant que, plus important encore, les Yéménites méritent un gouvernement qui protège les droits et les libertés, tout en promouvant la justice, la responsabilité et la réconciliation... (<https://sabq.org> 8/4/2022)

b- Le porte-parole du département d'État américain, Ned Price, a écrit sur Twitter le 8/4/2022 une déclaration disant : "Les États-Unis d'Amérique se félicitent de l'annonce de la formation d'un conseil de direction présidentiel au Yémen."

c- L'envoyé américain au Yémen, Tim Lenderking, a prononcé un discours d'ouverture à la conférence de Riyad sur le Yémen, déclarant : "Les États-Unis soutiennent les parties yéménites dans leur recherche d'une solution pacifique globale. Les consultations yéménites représentent un engagement international pour rendre la situation plus stable." (DBA 30/3/2022). A l'issue de la conférence, l'envoyé américain a déclaré : "Les États-Unis attendent avec impatience que l'Iran joue un rôle positif et change son approche au Yémen." Il a ajouté : "Peut-être que ce moment crucial que nous avons atteint est le point où l'Iran peut montrer un meilleur visage" à la communauté internationale"... (CNN 6/4/2022).

Ainsi, l'Amérique a soutenu la décision de M. Hadi de céder ses pouvoirs au conseil, et se concentre sur le fait que l'Iran joue un rôle actif au Yémen et implique ensuite Al-Houthi dans la gouvernance. Al-Houthi ne peut survivre sans le soutien de l'Iran.

6- La position de la Grande-Bretagne : [Le ministre britannique des Affaires étrangères, Liz Truss, a salué aujourd'hui, vendredi, l'annonce du président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi de former un conseil de direction présidentiel qui comprend des représentants de diverses forces sociales et politiques. Et Mme Truss, comme l'a rapporté la chaîne satellite Yemen, a salué l'annonce de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis d'une aide précieuse de 3 milliards de dollars pour soutenir l'économie yéménite. (<https://alwafd.news/8/4/2022>)].

[Richard Oppenheim, l'ambassadeur britannique au Yémen, a expliqué dans une interview exclusive au journal Asharq Al-Awsat basé à Londres, publiée aujourd'hui jeudi, que les résultats des consultations entre le Yémen et le Yémen, qui se termineront aujourd'hui au siège du Conseil de coopération du Golfe à Riyad, pourront être utilisés dans les futurs pourparlers sous le parrainage de l'envoyé spécial des Nations unies. Dans le même temps, il a fait remarquer que le succès de la trêve est entre les mains des parties, et non des observateurs. M. Oppenheim a souligné que son pays encourageait tout dialogue conduisant à une solution au problème du Yémen, notant que tout accord entre l'Arabie saoudite et les Houthis constituera la base d'une solution politique définitive... (<https://www.dw.com/7/4/2022>)].

Troisièmement : Compte tenu de ce qui précède, il est clair que :

1- L'intervention militaire saoudienne qui a débuté en 2015 visait, comme l'Amérique l'avait prévu, à consolider les Houthis, et non à les éliminer. De même, la conférence de Stockholm, qui s'est tenue aux ordres des Américains en 2018, a empêché les EAU et les forces yéménites qui les soutiennent, les empêchant de contrôler Hodeidah, et les obligeant à se retirer de la progression vers Sanaa. Et le débarrasser des Houthis comme le prévoyait la Grande-Bretagne.... La Grande-Bretagne a donc commencé à penser à une solution "temporaire" avec l'Amérique, elle a donc poussé son agent Hadi à prendre cette mesure, et cela ressort des propos de l'ambassadeur britannique au Yémen Richard Oppenheim, qui a participé à la conférence, dans lesquels il a déclaré :

[Les Houthis sont les bienvenus pour participer aux discussions et aux consultations sous l'égide du Conseil de coopération. C'est à eux de saisir cette opportunité et une opportunité se présentera à l'avenir sous le parrainage du Conseil de coopération ailleurs dans la région et également sous le parrainage de l'envoyé des Nations unies. Les Houthis devraient participer aux négociations, car ils représentent une part importante de la sphère politique yéménite. (Ash-Sharq Al- Awsat 7/4/2022)]. L'ambassadeur britannique, qui a représenté son pays à la conférence qui s'est tenue à Riyad, annonce les changements intervenus dans la position britannique depuis 2016. Il semble qu'elle ait décidé d'impliquer les Houthis, puisqu'elle n'a pas réussi à les éliminer ou à les éloigner de Sanaa par l'intermédiaire de ses agents, les EAU et les forces yéménites qu'elle finance.

2- Le 11/4/2022, l'envoyé de l'ONU au Yémen, Hans Grundberg, est arrivé à Sanaa pour la première fois depuis sa prise de fonction il y a 8 mois, et a rencontré des responsables du groupe Houthi. Un communiqué publié par son bureau indique que ["L'avion de M. Grundberg a atterri à Sanaa dans le but d'exhorter les dirigeants houthis à mettre en œuvre et à consolider un cessez-le-feu de 60 jours dans ce pays ravagé par la guerre". (AP 11/04/2022)].

A l'issue de sa visite, il a déclaré : ["Il a discuté avec les dirigeants politiques houthis à Sanaa de l'évolution de la mise en œuvre de la trêve avec tous ses éléments et des moyens de s'appuyer sur elle comme une étape vers une solution politique globale au conflit." (Agence Anadolu 13/4/2022)]. Ainsi, l'envoyé de l'ONU a transmis aux Houthis les décisions de la dernière conférence pour les préparer à la négociation après avoir retiré les pouvoirs au président Hadi et les avoir donnés au conseil présidentiel. [Le Conseil de sécurité, dans une déclaration publiée à l'unanimité par 15 pays, a exprimé l'espoir que la formation du Conseil représenterait un "pas important vers la stabilité et un règlement politique global mené par le Yémen sous le parrainage des Nations unies". Elle a appelé le groupe Houthi à "s'engager et à travailler avec l'envoyé spécial des Nations Unies, Hans Grundberg, dans ses efforts pour parvenir à un cessez-le-feu complet et négocier une solution politique globale." (aa.com.tr)].

3- Les membres du Conseil présidentiel sont fidèles à la Grande-Bretagne dans son ensemble, et la conférence d'approbation du Conseil a été parrainée par l'Arabie saoudite pro-américaine et s'est tenue à Riyad, et bien que les Houthis n'y aient pas assisté, l'Iran et les Houthis qui marchent sur ses traces ont accepté la trêve qui était un prélude à l'approbation du Conseil. L'Amérique et la Grande-Bretagne ont accepté la trêve et le Conseil, bien qu'elles aient mené une guerre pour que chacune d'entre elles ait un contrôle exclusif sur les affaires du Yémen, mais maintenant elles et leurs outils régionaux et locaux ont accepté la trêve et le Conseil ! Tout cela indique que des raisons importantes qui se sont produites dans la situation ont incité l'Amérique et la Grande-Bretagne à abandonner leurs différends pour obtenir leur contrôle exclusif au Yémen, puis à s'orienter vers une solution consensuelle, même si elle est "temporaire" à ce stade... Quant à ces raisons, elles peuvent être réalisées à partir des développements qui se sont produits au cours des dernières semaines ou des derniers mois et sont les suivantes :

a- La guerre en Ukraine et ses répercussions sur l'Amérique et les pays d'Europe, en particulier l'Angleterre, ces pays ont accordé la plus grande attention à cette guerre.

b- Les forces de Sanaa ciblant les infrastructures de l'industrie pétrolière saoudienne avec des missiles ailés, et ses répercussions sur l'avenir de l'approvisionnement mondial en pétrole, au moment où l'Amérique s'est engagée auprès des pays européens, sur fond de guerre russe en Ukraine, à fournir une alternative à la Russie pour les sources d'énergie en Europe, et puisque l'Arabie saoudite peut pomper de grandes quantités de pétrole, elle peut combler une grande partie des besoins européens en pétrole en remplacement du pétrole russe. D'autre part, et non moins important, l'augmentation du pompage du pétrole saoudien travaille à freiner ses prix sur les marchés, ce qui augmente les chances d'élection du Parti démocrate lors du tour de mi-mandat du Congrès en novembre 2022 : (Une source officielle du ministère des Affaires étrangères a déclaré que Riyad "ne sera pas responsable d'une éventuelle pénurie d'approvisionnement en pétrole sur les marchés mondiaux, compte tenu des attaques auxquelles il est exposé." (France 24, 25/3/2022). Tout cela poussait l'Amérique à calmer la situation entre les Houthis et l'Arabie Saoudite.

c- Les États-Unis sont préoccupés par le conflit avec la Chine en Extrême-Orient et en mer de Chine orientale.

d- L'échec de Hadi à imposer son autorité au Yémen, qui traverse des crises successives, depuis son élection en 2012, ce qui a affecté sa performance.

e- Cette guerre a duré environ sept ans sans qu'aucune des parties en conflit, dirigées par l'Amérique et la Grande-Bretagne, n'ait pu atteindre ses objectifs.

f- Enfin, les circonstances actuelles de l'Amérique, ainsi que celles de la Grande-Bretagne, les ont poussés à ce consensus :

L'Amérique, de son côté, se rend compte de la forte influence des Britanniques dans le centre politique au Yémen, et se rend compte de son influence sur certaines des tribus du nord qui se sont rassemblées et ont combattu les Houthis très féroce à Ma'rib, et les ont empêchés de resserrer leur contrôle sur le nord du Yémen, et que les milices soutenues par les EAU ont réussi à presque resserrer leur contrôle sur le sud. Dans le sens où l'Amérique croit que les Houthis sont incapables de contrôler tout le Yémen, et cela fait que l'Amérique accepte de partager son influence au Yémen avec la Grande-Bretagne après n'avoir rien eu d'important sous son influence avant 2014.

Quant à la Grande-Bretagne, qui a perdu son influence en Arabie saoudite avec l'arrivée de Salman et de son fils au pouvoir en 2015, et l'Arabie saoudite a commencé à travailler pour l'Amérique, et donc les outils régionaux de la Grande-Bretagne se sont affaiblis, et cette nouvelle réalité fait que la Grande-Bretagne fait face à ces changements régionaux majeurs, surtout si l'expansion du rôle iranien dans la région par l'Amérique la rend incapable de rétablir la situation au Yémen sous son contrôle, et donc elle accepte aussi de partager l'influence avec les Américains au Yémen. Cette conviction des deux côtés (Amérique et Grande-Bretagne) crée une atmosphère propice à une solution politique au Yémen.

4- Ainsi, la trêve, cette décision, et la formation du conseil, tout cela a été fait avec un consensus américano-britannique, et les agents et les cercles dans l'orbite suivent ce consensus.... Cependant, il y a une chose qu'il ne faut pas oublier, puisque chacun des pays coloniaux est généralement désireux d'avoir de l'influence seul sur les pays coloniaux, il ne recourt pas au consensus à moins d'y être forcé, donc il recourt au consensus temporairement, puis chacun d'eux travaille avec ses moyens insidieux pour couper l'herbe sous le pied de l'autre... Par conséquent, ce consensus est cohérent avec les raisons mentionnées ci-dessus, et dans tous les cas, ce consensus ne va pas toujours être suivi par l'Amérique et la Grande-Bretagne, en fait, le conflit continuera entre eux, même si c'est de manière cachée, jusqu'à ce que les circonstances qui ont appelé à ce consensus changent, et que la voix du conflit redevienne plus forte. La ligne générale parmi les pays coloniaux est qu'ils jouent le jeu du temps. S'ils ne peuvent pas atteindre leurs objectifs d'influence unilatérale immédiatement, ils s'en remettent au temps et tentent d'atteindre leurs objectifs.

5- Le Yémen fait l'objet d'un conflit international entre l'Amérique et la Grande-Bretagne et leurs outils de pouvoirs régionaux et locaux. Les personnes touchées sont les habitants du Yémen, car ils sont le combustible et la victime de ce conflit, car il a provoqué la famine, la pauvreté et la détérioration des conditions dans tous ses aspects. Il n'y a pas d'autre issue pour eux que de revenir à Allah (swt) et de s'en remettre à Lui, de rejeter tous ces outils et leurs maîtres, et de travailler avec les sincères pour établir la règle d'Allah (swt) représentée par la Khilafah Rashidah (Califat bien guidé) sur la méthode de la Prophétie.

﴿وَمَنْ يَتَّقِ اللَّهَ يَجْعَلْ لَهُ مَخْرَجًا * وَيَرْزُقْهُ مِنْ حَيْثُ لَا يَحْتَسِبُ وَمَنْ يَتَوَكَّلْ عَلَى اللَّهِ فَهُوَ حَسْبُهُ إِنَّ اللَّهَ بَالِغُ أَمْرِهِ قَدْ جَعَلَ اللَّهُ لِكُلِّ شَيْءٍ قَدْرًا﴾

“Et quiconque craint Allah, il lui donnera une issue favorable, et lui accordera Ses dons par [des moyens] sur lesquels il ne comptait pas. Et quiconque place sa confiance en Allah, Il [Allah] lui suffit. Allah atteint ce qu'Il Se propose, et Allah a assigné une mesure à chaque chose.” [At-Talaq: 2-3]

19 Ramadan 1443 AH

20/4/2022